

Ministère de l'Energie

Forum Africain d'Investissement et des Affaires

Alger du 3 au 5 décembre.

«L'énergie pour demain : œuvrer et innover ensemble pour la sécurité et la diversification énergétique ».

Intervention de Monsieur Nouredine Boutarfa, ministre de l'Energie

Dec-2016

Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais commencer mon intervention en souhaitant vivement que le forum qui nous réunit tous aujourd'hui – nous Africains à Alger – soit une excellente tribune pour mieux nous connaître (nous connaître dans ce sens où il nous faudra – ensemble - appréhender nos capacités et nos potentialités mutuelles pour mieux en tirer profit).

Ce forum sera, je l'espère, le prélude à une authentique participation au développement économique de l'Afrique et à une dynamique d'investissement aussi bien en Algérie que dans le reste de notre continent. Il nous permettra aussi d'échanger nos expériences et tirer les enseignements qui nous enrichiront mutuellement.

Aussi, c'est pour moi un honneur et un privilège de participer à un cet évènement, de m'adresser à une remarquable et prestigieuse assistance et d'intervenir sur un thème primordial, celui de *l'énergie de demain*, et sur la nécessité *d'œuvrer et d'innover ensemble pour la sécurité et la diversification énergétique*.

C'est une opportunité exceptionnelle qui m'est ainsi offerte, exceptionnelle par son importance, son contexte et sa conjoncture ; que M. le Ministre d'Etat Ministre des Affaires Etrangères et Monsieur le Président du FCE en soient vivement remerciés.

Mesdames et messieurs,

La tenue de ce Forum en Algérie confirme la volonté de mon pays de renforcer les liens et d'accentuer les échanges avec les pays Africains frères. Notre Président, son excellence Abdelaziz Bouteflika a toujours œuvré pour densifier la concertation en Afrique, mais aussi pour promouvoir la coopération sectorielle et privilégier les voies qui mènent vers le développement durable. C'est ainsi que nous ferons barrage à ce qui hypothèque le devenir de notre continent. S'agissant du secteur de l'énergie dont j'ai la charge, les possibilités de coopération et d'investissement sont nombreuses. Opportunités de partenariat, sécurité énergétique, recherches de marchés, prestations de travaux et de services, transfert de savoir-faire, formation...etc. sont autant de perspectives pour des projets fructueux à concrétiser, tant dans le domaine des hydrocarbures que dans celui de l'électricité.

Nos atouts sont nombreux : amont pétrolier et gazier, forage, distribution de produits pétroliers et gaziers, enfûtage, électrification rurale, solaire photovoltaïque, réalisation de réseaux électriques et gaziers, construction et montage de centrales diesel et turbines à gaz, pour ne citer que ceux-là. Ce sont là des segments de compétences et d'expériences avérées, que nous pouvons offrir aux économies et marchés africains.

Ce forum vise justement, au-delà des infrastructures, à promouvoir toutes activités énergétiques décentralisées pour assurer la disponibilité, l'acheminement et le raccordement de l'énergie, sous toutes ses formes aux populations.

Il vise aussi à mobiliser des ressources financières, techniques et humaines, à même de soutenir le développement énergétique de l'Afrique, de développer les investissements dans les infrastructures et les interconnexions énergétiques.

C'est pourquoi, les échanges que nous aurons dans le domaine énergétique permettront, à coup sûr, d'apporter des réponses communes aux défis de valorisation des ressources du continent et aux problèmes d'accès à l'énergie.

Mesdames et Messieurs,

La sécurité énergétique est une priorité nationale. Elle s'entend comme la continuité d'un approvisionnement fiable et de qualité, permettant de satisfaire les besoins domestiques des populations et de développer des activités économiques.

C'est un élément fondamental des politiques économiques. Elle traite de toute la chaîne énergétique et de toutes formes de ressources.

L'Algérie a relevé de nombreux défis liés à la couverture des besoins croissants du marché national sur le long terme, notamment en assurant la fourniture de l'énergie, sous toutes ses formes, pour le bien-être domestique mais aussi pour le développement économique et industriel.

A ce jour, la totalité de la population a accès à l'électricité : le taux d'électrification des foyers au niveau national a atteint 99 %, avec près de 8,5 millions de foyers alimentés. Quant aux autres formes d'énergie, comme le gaz et les produits pétroliers, ils sont mis à disposition de façon très satisfaisante.

Notre pays a ainsi acquis une expérience avérée en la matière, développé et maîtrisé de nombreux segments de l'industrie énergétique, avec des capacités de niveau national et international. Nous serons heureux de les partager avec vous et de les mettre au service du développement économique et social de l'Afrique. Réciproquement, nous sommes très attentifs aux opportunités, expériences et savoir-faire que vous partagerez avec nous.

Mesdames et Messieurs,

La situation énergétique de notre continent est plutôt paradoxale ; d'une part de fortes potentialités en ressources énergétiques (Pétrole, gaz...etc.), d'autre part une sous-utilisation de ces ressources et un accès encore limité à l'énergie.

En effet, en termes de ressources, l'Afrique dispose de réserves prouvées appréciables de pétrole et de gaz naturel. A cela s'ajoutent des ressources importantes en énergies renouvelables (Hydraulique, solaire, éolien, géothermie, biomasse).

Malencontreusement, sur une population de 1,2 Milliards d'habitants, près des deux tiers n'a pas encore accès à l'énergie, notamment dans sa forme moderne : l'électricité.

Aussi, dans cet esprit j'aimerais reprendre la déclaration de notre premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui disait hier « Nous ne sommes pas (*en parlant de l'Afrique*) qu'une réserve à hydrocarbures » ! Pourquoi ? Parce qu'il est temps que cette réserve serve à l'émancipation de notre continent.

Pour paraphraser aussi Jean Louis Borloo - ici présent et que j'ai plaisir à saluer – l'énergie : « *C'est le prérequis indispensable à l'accès à l'éducation, la culture, la santé, l'eau, l'assainissement, une agriculture efficace, l'industrie et les services* ». C'est dire son importance tant sur le plan social et humain que sur le plan économique. Les réserves de l'Afrique doivent donc servir à lui procurer l'énergie indispensable à son développement.

L'Afrique, vous le savez, connaît un fort taux de croissance démographique : le niveau de pauvreté et d'exclusion augmentera si le défi énergétique n'est pas relevé. Je reste convaincu pour ma part que l'intégration des énergies renouvelables, notamment le photovoltaïque, adossée au développement d'industries locales à forte valeur ajoutée, constitue une voie d'avenir pour relever les défis de la sécurité énergétique et de l'accès à l'énergie.

Mon pays s'est engagé fermement dans les énergies renouvelables.

Le solaire et l'éolien vont connaître un développement rapide grâce à la mise en œuvre de notre programme national qui vise une capacité de production d'électricité « verte » notamment d'origine solaire, de 22 000 MW à l'horizon 2030-2040. Accompagné d'industries locales en rapport avec les énergies renouvelables ce programme constitue ainsi un vecteur de croissance de l'économie du pays.

Des centrales d'une capacité de près de 350 MW en solaire PV sont déjà mises en service. Dès le début 2017, nous allons lancer un appel d'offres pour une capacité de 4000 MW en renouvelables.

Il reste à présent à solutionner le problème du financement des équipements énergétiques en Afrique, notamment pour promouvoir les renouvelables. Aussi, une approche s'appuyant sur des programmes portés par les Etats et impliquant les autres parties prenantes, serait appropriée.

Cette approche devrait inclure une politique de partenariat avec les groupes industriels internationaux spécialisés pour la production des équipements et des technologies, en accompagnement d'un développement d'une industrie de sous-traitance locale, créatrices de richesse et d'emplois.

L'avenir de l'Afrique repose sur des politiques et choix judicieux en matière économique et industrielle, mais surtout sur l'entrepreneuriat, un défi pour les entrepreneurs africains qui devront identifier les besoins locaux et préconiser des solutions adéquates.

Je suis certain que l'émergence de petites et moyennes entreprises (PME) dans le domaine des énergies renouvelables est un levier de développement économique pour les pays d'Afrique afin de mieux capitaliser le retour d'expérience des projets initiés individuellement par chaque pays.

Il nous appartient de trouver les cadres et schémas appropriés pour permettre à nos entreprises de travailler ensemble, avec l'implication des secteurs financiers et autres acteurs concernés par un développement énergétique durable et l'accès à l'énergie de millions d'habitants de notre continent.

Le défi pour les industriels africains consiste à lever des contraintes communes à nos pays. Il revient à ces derniers d'adapter leurs politiques énergétiques, à travers une harmonisation des cadres réglementaires et institutionnels, une amélioration du climat des affaires avec un recours facilité à l'expertise internationale, pour permettre à nos opérateurs d'investir plus et mieux dans un cadre de partenariat bénéfique pour tous.

Pour conclure, Mesdames et messieurs,

Assurer la sécurité énergétique et l'accès à l'énergie est un défi majeur pour l'Afrique.

C'est aussi une opportunité :

- Pour promouvoir un secteur énergétique efficient tout en préservant l'environnement
et
- Pour contribuer ainsi au développement durable de notre chère l'Afrique.

Je vous remercie de votre attention.